

# Les investissements directs en Chine, moteurs de croissance

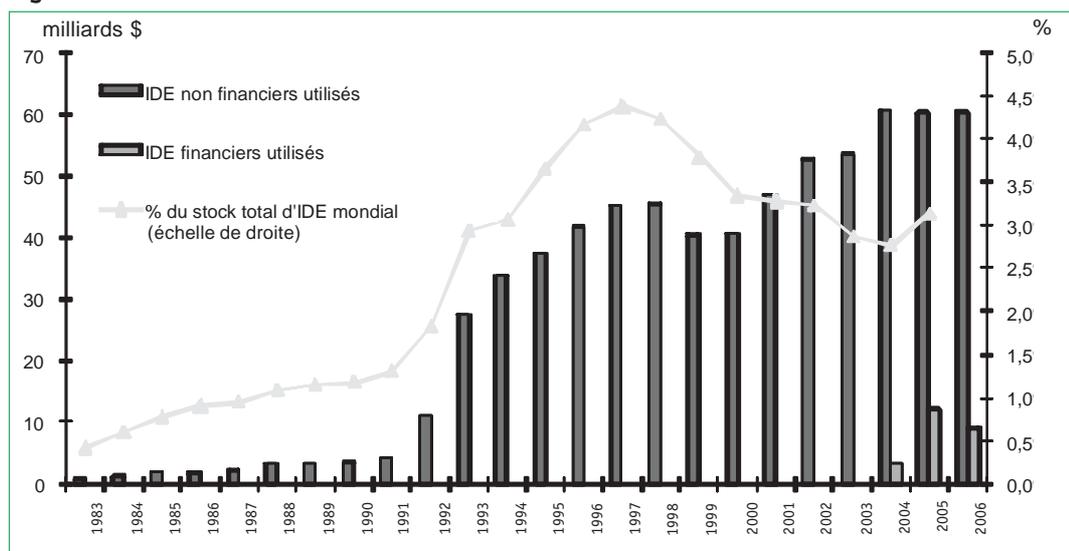
Sandra Poncet<sup>1</sup>

L'essor des investissements directs étrangers (IDE) en Chine s'est accompagné d'une croissance économique rapide et d'une ouverture internationale accrue de ce pays. En forte progression depuis 1993 (de 28 milliards de dollars en 1993 à 70 milliards en 2006), ils représentent 30 % du produit de l'économie privée chinoise. Ils sont investis majoritairement dans les industries manufacturières à destination des marchés intérieurs et, pour Hong-Kong, la Corée du Sud et Taiwan, des pays d'origine des capitaux. Sous l'impulsion notamment de la libéralisation du secteur des services en Chine dans le cadre de son adhésion à l'OMC, les IDE devraient désormais s'orienter vers les services. A travers la structure des IDE, les investisseurs étrangers influencent l'économie mais aussi ses impacts sur les transports intérieurs et internationaux.

La présente note vise à caractériser les déterminants des IDE ainsi que leurs effets sur l'économie chinoise ; sans prendre position, elle fait état des thèses en présence. Elle se fonde sur de nombreuses analyses et des estimations, dont certaines sont basées sur des données statistiques chinoises, parfois difficiles d'accès. Elle constitue un cadre d'analyse préalable pour anticiper l'évolution des transports chinois tant intérieurs qu'internationaux.

Le processus de réformes économiques en Chine a encouragé les IDE<sup>2</sup>. Ceux-ci, très intensifs en capital et en technologie, ont commencé à affluer après 1992 et, depuis 1996, dépassent 40 milliards de dollars (Md \$) annuellement. En continue progression, ils atteignent 70 Md \$ en 2005 et en 2006 (figure 1) et sont de loin les plus élevés reçus par un pays en voie de développement. Ils demeurent stables et soutenus malgré les fluctuations importantes des économies mondiale et asiatique.

Figure 1 - Flux d'IDE vers la Chine 1983-2006



Source : Ministère du commerce de la Chine (Mofcom)

<sup>1</sup> Maître de conférence à Panthéon – Sorbonne – Économie, Université de Paris 1 CNRS et chargée de recherche au CEPPII, centre d'études prospectives et d'informations internationales.

<sup>2</sup> Pour une présentation en détail sur les IDE en Chine, se référer à OECD, 2000, référence 25. La liste des références se trouve en fin de note.

## Une longue évolution des politiques chinoises

La Chine a décidé d'ouvrir la porte aux investissements étrangers en 1978 et a rompu avec l'orthodoxie socialiste en établissant des zones économiques spéciales (ZES) en 1979 et 1980. Elle a évolué d'une politique restrictive à une politique permissive au début des années 1980, pour ensuite encourager globalement les investissements directs au milieu des années 1980 et, à partir du milieu des années 1990, privilégier les projets les plus intensifs en capital et en technologie (Fung et al., 2004, référence 11).

### *Ouverture fructueuse aux IDE*

Les nouvelles politiques et régulations encourageant l'entrée de capitaux étrangers ont été fructueuses. La Chine a dans un premier temps établi quatre ZES dans les provinces de Guangdong (Canton) et Fujian et offert des politiques d'incitation pour les IDE dans ces zones mais dont les montants demeuraient alors plutôt limités. Les montants ont véritablement décollés après l'ouverture en 1984 à l'île de Hainan et à quatorze villes situées dans dix provinces côtières, pour atteindre 2,5 Md \$ en 1990. Ces politiques de régime préférentiel conduisaient à une concentration des IDE sur l'est côtier du pays sans effets de diffusion vers l'intérieur. En réaction à l'écart régional croissant, les autorités ont mis en œuvre des réformes économiques et une politique d'ouverture plus équilibrées dans les années 1990. Cette nouvelle approche rompait avec les régimes spéciaux et prônait une ouverture plus généralisée aux IDE.

## Premier récipiendaire mondial d'IDE en 2003

Depuis 1992, l'entrée d'IDE en Chine s'est accélérée et a atteint 46 Md \$ en 1998. Après un recul dû à la crise asiatique, l'afflux d'IDE a rebondi pour atteindre 53 Md \$ en 2003. Cette année-là, la Chine a dépassé les États-Unis pour devenir le premier récipiendaire mondial d'IDE. Le record de 72 Md \$ enregistré en 2005 est en partie attribuable aux changements de méthodologie opérés par les statistiques chinoises : pour la première fois les IDE incluent les flux vers les secteurs financiers. Ces flux de 12 Md \$ sont largement conduits par les investissements de grande ampleur dans les principales banques d'État.

Cependant, ces montants pourraient être surestimés d'un facteur entre 25 (UNCTAD, 2003a, référence 31) et 50 % (Xiao, 2004, référence 37) à cause de la pratique de « round tripping » qui correspond à la réimportation de capitaux nationaux chinois préalablement sortis du territoire, principalement à travers Hong Kong, pour prendre avantage des politiques préférentielles attribuées aux investissements étrangers<sup>3</sup>. Les Nations-unies établissent le stock d'IDE reçu par la Chine à 400 Md \$, soit à 16 % du PIB et à 43 % de la formation brute de capital fixe de la Chine.

## Principales caractéristiques des IDE en Chine

Trois caractéristiques distinctives ont marqué les flux d'IDE entrants en Chine au cours de la décennie passée et chacune reflète le rôle dominant joué par la restructuration transfrontalière des réseaux de production orientés à l'export qui furent à l'origine développés dans les économies est-asiatiques voisines.

La première spécificité est le fait que les IDE en Chine sont la forme prédominante sous laquelle la Chine a eu accès aux capitaux mondiaux, par opposition aux flux de portefeuille et aux prêts bancaires. Entre 1979 et 2000, elle a ainsi importé 500 Md \$ de l'étranger dont les deux tiers sous la forme d'IDE.

La deuxième spécificité est la proportion inhabituellement grande des IDE investie dans le secteur manufacturier (63 % du stock d'IDE) par opposition aux services ou aux secteurs extractifs. En comparaison, 60 % du stock d'IDE mondial est investi dans les services.

---

<sup>3</sup> Après son accession à l'OMC en 2001, la Chine a éliminé une partie de ces incitations mais il existe toujours des différences de traitement entre les investisseurs étrangers et nationaux ; par exemple, la taxe sur le chiffre d'affaires est inférieure pour les entreprises étrangères (entre 5 et 13 %) à celle pour les entreprises nationales (25 %) (UNCTAD, 2006, référence 33).

La troisième spécificité est la domination asiatique, notamment de Hong Kong et de Macao, dans l'origine des flux. Hong Kong est le principal investisseur en Chine, avec 42 % des flux cumulés entre 1985 et 2005<sup>4</sup>.

### *Rôle grandissant des entreprises étrangères*

Les formes contractuelles sous lesquelles se matérialisent les IDE en Chine ont progressivement évolué vers des modalités permettant un pouvoir de contrôle accru de l'investisseur étranger. Dans le début des années 1980, les IDE prenaient principalement la forme de joint-ventures (JV) contractuelles et de projets de développement joint. Après le milieu des années 1980, la Chine a encouragé l'utilisation de joint-ventures de participation (EJV). Cette forme est devenue le mode dominant dans les années 1990.

Entre 1987 et 1996, la moitié des IDE entrants était sous la forme de joint-ventures de participation (*encadré 1*). A mesure que la Chine évolue vers une économie de marché, la part des IDE sous forme de filiales à 100 % des sociétés étrangères progresse de manière continue et compte en 2005 pour les deux tiers des flux d'IDE.

La conséquence de cette évolution est le rôle grandissant des entreprises étrangères dans l'économie chinoise. En 2005, ces dernières, issues de 190 pays, sont responsables de 27 % de la valeur ajoutée, de 4,1 % du revenu fiscal, de 58 % du commerce international et de 88 % des exportations de haute technologie et de la quasi-totalité des activités d'assemblage pour réexportation. A la fin de 2005, elles emploient 24 millions de travailleurs, soit 9 % de l'emploi urbain.

Encadré 1

#### **Des attentes différentes entre les managers chinois et étrangers**

La domination des partenariats à long terme conclus durant la période 1987-1996, reflète, d'après Naughton, 2007, (référence 23), l'idée établie (du côté étranger) qu'ils sont nécessaires pour fonctionner dans l'environnement chinois et (du côté chinois) qu'ils facilitent le partage d'information et de technologie. En pratique, de nombreux problèmes ont émergé car les partenaires ont des objectifs divergents : les managers étrangers se concentrent sur la maximisation des profits ou des parts de marché tandis que les managers chinois sont plus concernés par le maintien de l'emploi, la maximisation de la taille de l'entreprise et l'accès à la technologie étrangère.

### *Concentration dans le secteur manufacturier*

Le secteur manufacturier reçoit 63 % du capital étranger enregistré à la fin de 2005. Cette concentration s'explique principalement par les restrictions à l'entrée étrangère que la Chine a maintenues sur les principaux secteurs de services (Naughton, 2007, référence 23). Le secteur des transports (incluant le stockage et la poste) n'accueille que 3 % des IDE. Tandis que généralement, une part importante des flux des IDE vers les pays en voie de développement se dirige vers les secteurs de la distribution, des transports et télécommunications et de la finance, ces secteurs sont sous-représentés dans le cas chinois. Ces trois secteurs accueillent en moyenne 27 % des IDE vers le monde en développement (la Chine compris) mais seulement 4 % des IDE vers la Chine (*figure 2*).

Les IDE de services sont fortement concentrés dans l'immobilier. Ce secteur accueille 11 % des IDE en 2005, soit 9 Md \$ (UNCTAD, 2007, référence 34). Les IDE comptent pour 15 % du marché de l'immobilier chinois (sur la base des estimations de la State Administration of Foreign Exchange, SAFE).

<sup>4</sup> Les données officielles indiquent que les flux en provenance de Hong Kong et de Taiwan ont diminué après 1998, mais les investissements en provenance de divers paradis fiscaux ont parallèlement fortement progressé. En 2005, 12,3 Md \$ d'IDE en Chine provenaient d'entreprises domiciliées dans les îles Vierges britanniques, les Bermudes, les îles Cayman et autres paradis fiscaux, Naughton, 2007, référence 23.

**Figure 2 - Répartition sectorielle des entreprises étrangères en Chine en 2005**

	Nombre d'entreprises	Investissement total (en milliards de \$)	Part (en %)
<b>Total National</b>	<b>260 000</b>	<b>1 464</b>	<b>100</b>
Dont :			
Secteur manufacturier	179 949	895	63
Immobilier	13 265	185	11
Production et fourniture d'électricité, gaz et eau	1 820	76	4
Transport, stockage et poste	4 339	46	3
Transmission d'information, services informatiques et logiciels	6 183	30	2
Commerce en gros et au détail	12 084	29	2
Hôtels et restauration	6 013	28	2
Construction	3 927	28	2

Source : *China Statistical Yearbook (2006)*

### Toujours plus de haute technologie

Les secteurs à haute technologie commencent à peine leur processus de rattrapage et les fusions acquisitions transfrontalières en sont à leur balbutiement. Dans ces domaines, un écart important persiste entre la Chine et les pays développés.

La Chine a néanmoins connu une montée en puissance technologique par le biais des importations de produits intermédiaires en provenance d'Asie qui ont été un canal important de transferts de technologie et l'ont aidée à améliorer rapidement le niveau technologique de ses échanges extérieurs. Selon les estimations, la part des biens high tech dans les exportations manufacturières (*encadré 2*) est passée de 10 % en 1992 à 24 % en 2001 (OECD, 2004, référence 26). Cette part atteint 15 % pour les importations et 12 % pour les exportations en 2002 contre respectivement 11 % et 7 % en 1997 (calculs du CEPII sur la base d'une classification des produits high tech issue des études d'Eurostat et de l'OCDE). Ces niveaux sont bien supérieurs à ceux observés dans les autres économies développées. Le commerce de haute technologie est concentré sur un nombre limité de produits. Trois branches comptent pour 80 % des importations high tech : radio et TV, machines de bureau, instruments de précision. Les deux principaux secteurs (radio et TV, machines de bureau) contribuent à 85 % des exportations high tech.

Les investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier s'orientent pourtant vers des technologies plus avancées. Leur nombre dans des centres de R&D s'élève à 750 à la fin de l'année 2005, dont 110 ouverts entre octobre 2004 et septembre 2005 (Locomonitor, 2005, référence 21).<sup>5</sup>

Encadré 2

#### Évaluation de la structure de l'industrie manufacturière à partir des données d'importations/exportations

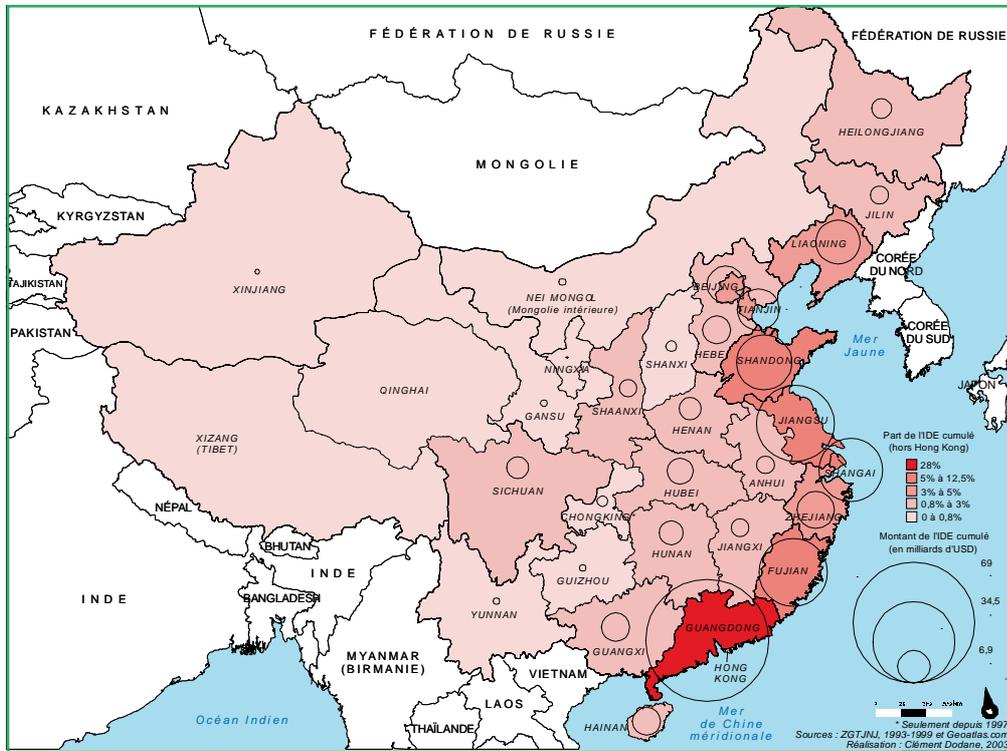
Il n'existe à notre connaissance pas de statistiques publiées sur la décomposition par activités des IDE à l'intérieur du secteur manufacturier chinois. La structure des exportations et importations constitue la principale base d'analyse pour approcher l'évolution du contenu technologique de la production chinoise. Gaulier, Lemoine et Ünal-Kesenci, 2005, référence 13, étudient la position de la Chine dans la chaîne de valeur ajoutée à partir de données désagrégées issues des douanes chinoises. Les travaux réalisés sur cette question, s'ils s'accordent sur la montée en puissance technologique, divergent sur l'ampleur mesurée en raison de différences de définition et de base de référence.

<sup>5</sup> Les exemples dans l'industrie automobile sont nombreux et incluent Nissan Motor, Toyota Motor, Honda Motor, Hyundai et Daimler-Chrysler.

## Inégale répartition sur le territoire chinois

Les IDE se distinguent aussi par leur concentration sur la zone côtière (*cartes*). Sur la période 1993-2003, le rapport IDE entrant sur PIB est de 13 % dans la province de Guangdong et de 11 % dans le Fujian alors que la moyenne nationale s'élève à 4 %. Les autres zones côtières très ouvertes incluent Shanghai, Jiangsu et Pékin.

### L'investissement direct étranger en Chine par province, région autonome et zone municipale De 1992 à 1998 (cumul)



Réalisation C. Dodane, Géoconfluences - ENS LSH/DGESCO

### De 2002 à 2003 (cumul)



Réalisation H. Parmentier, Géoconfluences - ENS LSH 03/2006

## Déterminants des IDE à travers les études et travaux empiriques

Habituellement les IDE affluent vers des environnements macroéconomiques stables et réformateurs et sont attirés par des conditions favorables comme une forte productivité, des coûts faibles, des infrastructures de qualité, etc.

Une première source d'information sur les facteurs motivant les investissements des entreprises transnationales en Chine provient d'enquêtes et de questionnaires. Les données sur les flux d'IDE bilatéraux permettent notamment d'identifier les différences d'objectifs selon l'origine des capitaux.

Les nouveaux pays industrialisés est asiatiques (principalement les quatre « dragons » : Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong-Kong) font comme les autres investisseurs référence aux avantages de coûts et à la demande croissante du marché chinois (Dees, 1998, référence 9), mais ils semblent avoir une spécificité liée à la proximité géographique et aux affinités culturelles et ethniques sur les flux d'informations avec la Chine.

### *Conquête de nouveaux marchés*

75 % des multinationales occidentales sont présentes en Chine pour vendre sur le marché domestique. La réexportation vers le pays d'origine est une caractéristique des entreprises de Hong Kong, de Corée du Sud et de Taïwan.

À l'intérieur du territoire chinois, l'un des critères de choix de localisation<sup>6</sup> dans une province est la taille ou la croissance du marché, souvent mesurée par le PIB provincial, son augmentation, le revenu par habitant, ou la population, en lien avec la recherche de marché<sup>7</sup>.

### *Les faibles coûts du travail*

La faiblesse des coûts du travail est un autre facteur d'attractivité important. Les travaux empiriques montrent que des salaires réels moyens plus élevés ont un impact négatif sur les flux d'IDE. Dans le même temps, la qualité de la main d'œuvre appréhendée notamment par le pourcentage d'ingénieurs de recherche, de scientifiques et de techniciens dans le nombre total d'employés est également désignée comme très importante dans la plupart des études.

### *Des institutions transparentes et réformées*

Un autre facteur important est le développement des infrastructures. Pour mesurer son impact, la variable proxy la plus couramment utilisée est la longueur de voies ferrées et de routes par km<sup>2</sup>. Ces variables ressortent comme des déterminants significatifs de l'IDE reçu par les provinces chinoises. Néanmoins, les infrastructures « hard » correspondant aux investissements physiques en routes et voies ferrées (résultats empiriques de Fung et al., 2005, référence 12) jouent un rôle d'attraction moins important que les infrastructures « soft » correspondant à des institutions transparentes et à un processus de réformes.

### *Les effets d'agglomération*

L'activité des investisseurs déjà installés dans une région génère des effets d'agglomération. Les phénomènes correspondent à un accroissement des économies d'échelle et des externalités positives, comme la diffusion des connaissances, la spécialisation de la main d'œuvre et le développement d'infrastructures et de productions intermédiaires. Ainsi, un niveau important d'IDE aujourd'hui signifie une augmentation de leur volume demain. Cette persistance dans le temps est renforcée par la nature des IDE, qui sont caractérisés par des coûts fixes et des investissements physiques irréversibles (au moins dans un court terme). Les résultats empiriques confirment généralement la présence d'effets d'agglomération dans la dynamique des IDE.

---

<sup>6</sup> Havrylchuk et Poncet, 2007, référence 17.

<sup>7</sup> D'importantes contributions sur ce sujet dont Cheng et Kwa, 2000, référence 4, Coughlin et Segev, 2000, référence 6, Gong, 1995, référence 14, Sun et al., 2002, référence 28, Wei et Liu, 2001, référence 35 et Zhang, 2001, référence 38.

## *Ouverture au commerce international*

Le degré d'ouverture, mesuré par le ratio ouverture sur PIB (souvent pris en compte dans les études, Sun et al., 2002, référence 28) indique que l'impact de l'ouverture internationale est ambigu, dans la mesure où une économie plus ouverte peut non seulement attirer des IDE, car les investisseurs étrangers sont familiers avec l'économie hôte, mais aussi être caractérisée par une concurrence accrue. Pourtant, la plupart des travaux confirment la première hypothèse et trouvent un effet de complémentarité entre ouverture aux IDE et au commerce.

Dans le but de contrôler les incitations introduites par les autorités chinoises pour attirer les IDE, les études incluent des indicateurs du nombre de zones économiques spéciales, des villes ouvertes, des zones de développement économique et technologique. De manière anticipée, ces variables apparaissent avoir un impact positif sur le montant d'IDE reçu.

## *Des contraintes bancaires à contourner*

La forte croissance des flux d'IDE au cours des années 1990 résultent aussi pour partie de certaines distorsions inhérentes au marché bancaire chinois. Les entreprises privées domestiques sont forcées de rechercher des investisseurs étrangers parce qu'elles sont contraintes dans leur activité en raison, entre autres, des distorsions sur le système financier qu'engendre le contrôle de l'État. Deux mécanismes institutionnels seraient à l'œuvre : les bénéficiaires associés aux IDE auraient à voir, d'une part, avec les opportunités de privatisation offertes par les entreprises étrangères dans un contexte d'opposition politique à un programme de privatisation explicite, et d'autre part, avec l'apport de capital-risque aux entrepreneurs dans un système qui applique des contraintes de crédit drastiques au secteur privé.

Les résultats obtenus par Havrylchuk et Poncet, 2007, (référence 17) tendent à confirmer ces hypothèses. Ces auteurs introduisent, en parallèle à des déterminants traditionnels, des indicateurs des restrictions d'accès au financement externe pour les entreprises privées et de l'interférence publique dans la gestion des entreprises d'État pour expliquer le stock d'IDE en Chine. Cela permet d'obtenir les deux résultats suivants :

- les entreprises privées sont forcées à chercher un investisseur étranger pour échapper aux contraintes financières induites par le secteur bancaire dominé par l'État ;
- les investisseurs étrangers se dirigent vers les provinces caractérisées par un interventionnisme étatique important.

Ce travail conclut qu'un plus grand désengagement de l'État dans l'allocation des crédits et les décisions d'investissement devrait diminuer la demande d'IDE en Chine et en libérer pour une utilisation plus efficace dans d'autres parties du monde.

## **Les IDE ont dopé la croissance économique chinoise...**

En raison de la nature unique et de l'importance des flux, la littérature économique attribue des effets bénéfiques aux IDE sur l'économie hôte. Selon une étude du FMI (Tseng et Zebregs, 2003, référence 30), les IDE ont permis une augmentation de la croissance économique potentielle de près de 3 % dont 80 % proviendraient d'une hausse de la productivité.

### *... par l'apport de compétences et de technologies*

Les IDE ont joué un rôle majeur dans la transformation de l'économie chinoise. Différents impacts directs sont suggérés par la littérature.<sup>8</sup> De manière évidente, les IDE constituent un apport de capital. Un niveau suffisant de capital était nécessaire pour la construction de l'économie chinoise et les IDE ont fourni une contribution substantielle de ce capital. La part des IDE dans la formation brute de capital fixe après avoir atteint 15 % en 1994, s'est maintenue autour de 13 % jusqu'en 1998 puis s'est stabilisée autour de 11 %. Ils n'ont pourtant jamais été nécessaires pour compenser une épargne nationale insuffisante. En effet, le compte courant de la Chine (qui mesure la différence entre l'épargne et l'investissement national) est excédentaire depuis 1991 à l'exception d'une année. L'apport recherché des investissements étrangers a plutôt été l'utilisation de compétences et de technologie pour accroître les exportations et améliorer la productivité globale de l'économie.

<sup>8</sup> Il n'est pas dans l'objectif de cet article de passer en revue la vaste littérature sur la relation IDE-croissance et sur les déterminants des IDE. Le lecteur intéressé peut se reporter à Madariaga et Poncet, 2007, référence 22, et à de Mello, 1997 et 1999, références 7 et 8, pour une revue de la littérature sur ce sujet.

### *... par la création d'emplois*

La création d'opportunités d'emploi -directement ou indirectement- a également été un canal d'impact des IDE sur l'économie chinoise. Les entreprises étrangères emploient autour de 20 millions de travailleurs (soit 3 % de l'emploi total) à la fin des années 1990 (OECD, 2000, référence 25). Les entrées d'IDE ont été au cœur de l'expansion des exportations chinoises. Elles ont constitué un facteur décisif de l'insertion de la Chine dans la segmentation internationale des processus de production. Les entreprises étrangères ont joué un grand rôle dans la modification de la structure industrielle chinoise, la diversification des exportations de produits intensifs en travail et le renforcement de la compétitivité internationale de la Chine.

Une importante spécificité des entreprises étrangères découle du fait que les IDE portent plus particulièrement sur l'investissement en équipement et en technologie alors que les entreprises chinoises investissent principalement dans les capacités de production. Cette caractéristique est cohérente avec une plus grande efficacité allocative et technique observée dans l'utilisation du travail dans la production des entreprises étrangères qui font preuve d'une efficacité supérieure dans la gestion des ressources. Cette performance transparaît dans le niveau de leur productivité, qui est de 90 % supérieur à celui des entreprises directement sous contrôle de l'État (OECD, 2005, référence 27).

Une différence importante de positionnement entre entreprises étrangères et nationales correspond à une concentration supérieure des entreprises étrangères dans les secteurs émergents et en forte croissance tels que l'électronique et l'équipement de télécommunication. Par contraste, les entreprises domestiques sont plus présentes dans les secteurs à forte intensité capitalistique et à grande économie d'échelle.

### *... par les performances économiques des provinces*

La performance économique des provinces chinoises à l'intermédiation financière est sensible au niveau des IDE reçus (relativement au PIB). Les provinces caractérisées par un ratio élevé du stock d'IDE sur le PIB bénéficient d'une croissance plus forte en raison d'une efficacité économique accrue et apparaissent moins sensibles à l'influence négative de l'inefficacité du système financier. Les IDE semblent ainsi atténuer les coûts associés aux distorsions du secteur bancaire et pourraient fournir une explication à l'identification de l'économie chinoise comme un contre-exemple empirique à la relation positive entre finance et croissance, la Chine étant caractérisée à la fois par une croissance forte et des distorsions importantes dans les institutions financières.

## **Mais les IDE ont eu des effets de diffusion contrastés**

Les effets de diffusion des IDE proviennent théoriquement de la mobilité des travailleurs (des entreprises étrangères vers les domestiques) ou de la mobilité des produits qui stimule les pratiques d'imitation ou d'innovation réactive par les firmes nationales. Les résultats empiriques sur les « spillovers » d'IDE en Chine sont contrastés.

Les études macroéconomiques confirment généralement l'existence d'effets de diffusion positifs (Tong et Hu, 2003, référence 29 ; Hu et Jefferson, 2002, référence 19). Des travaux, plus sectoriels, suggèrent un impact positif des IDE sur la productivité de l'ensemble des secteurs de la province d'accueil (Wei et Liu, 2006, référence 36) ainsi qu'un effet positif sur le nombre de demande de brevets (Cheung et Lin, 2004, Madariaga et Poncet, 2007, référence 22) à partir d'une analyse économétrique spatiale. Ils aboutissent à la conclusion selon laquelle la croissance des villes chinoises répond non seulement au montant d'IDE reçu localement mais aussi à celui reçu dans les villes environnantes.

Les résultats à partir de données microéconomiques sur l'effet de diffusion des IDE sur la productivité des entreprises locales sont toutefois plus mitigés. Les IDE en Chine semblent avoir des effets différents selon le type de firmes. Buckley, Clegg et Wang, 2002, (référence 3) trouvent un effet de diffusion positif pour les entreprises collectives tandis que Hu et Jefferson, 2002, (référence 19) identifient que dans l'industrie textile, l'afflux d'IDE réduit la productivité des entreprises publiques mais est globalement neutre sur les entreprises domestiques.

Hale et Long, 2007, (référence 16) considèrent que les résultats positifs obtenus par les travaux macroéconomiques s'expliquent par le biais d'agrégation et la non prise en compte de l'endogénéité de la variable d'IDE. Après l'estimation de plus de 2 500 spécifications sur des données d'entreprises qui prennent en compte les liens amont et aval, elles ne trouvent aucune preuve d'un effet de diffusion significatif des IDE sur la productivité. Elles identifient toutefois une tendance chez les entreprises privées chinoises à investir davantage dans l'innovation en présence d'IDE.

## Évolution des IDE vers les services

Les caractéristiques actuelles des IDE en Chine pourraient ne pas être un bon guide pour le futur. La structure des IDE est susceptible d'évoluer en raison de l'ouverture des secteurs de services aux investisseurs étrangers à laquelle le pays s'est engagé lors de son adhésion à l'OMC. Les activités de commerce de gros qui étaient hors d'atteinte pour les entreprises étrangères ont été ouvertes sur la période 2003-2005. Les secteurs des transports et télécommunications acceptent progressivement l'entrée de partenaires étrangers minoritaires sur la période 2005-2008. Les secteurs financiers sont en cours de libéralisation et 2007 marque l'ouverture du marché bancaire à la participation étrangère. Ces changements devraient motiver une expansion et un ajustement structurel important des IDE en Chine. Ils devraient être associés à une vague nouvelle d'internationalisation et de restructuration.

## Références bibliographiques

- 1 Allen F., J. Qian, et M. Qian (2005)  
**Law, Finance, and Economic Growth in China.**  
Journal of Financial Economics, 77, 57-116.
- 2 Berthélemy J-C. et S. Démurger (2000)  
**Foreign Direct Investment and Economic Growth : Theory and Application to China.**  
Review of Development Economics, 4(2), 140-155.
- 3 Buckley P. J., J. Clegg et C. Wang (2002)  
**The Impact of Inward FDI on Performance of Chinese Manufacturing Firms.**  
Journal of International Business Studies, 33, 4, 637-55.
- 4 Cheng L. K. et Kwan Y. K. (2000)  
**What are the Determinants of the Location of Foreign Direct Investment ? The Chinese Experience.**  
Journal of International Economics, 51, 379-400.
- 5 Cheung K. et P. Lin (2004)  
**Spillover effects of FDI on innovation in China : Evidence from the provincial data.**  
China Economic Review, 15, 25-44.
- 6 Coughlin C. C., Segev E. (2000)  
**Foreign Direct Investment in China: a Spatial Econometric Study.**  
World Economy, 23(1), 1-23.
- 7 de Mello L. (1997)  
**Foreign Direct Investment in Developing Countries and Growth : A Selective Survey.**  
Journal of Development Studies, 34, 1, 1-34.
- 8 de Mello L. (1999)  
**Foreign Direct Investment Led Growth : Evidence from Time-series and Panel Data.**  
Oxford Economic Papers, 51, 133-51.
- 9 Dees Stéphane (1998)  
**Foreign Direct Investment in China : Determinants and Effects.**  
Economics of Planning, 31: 175-194.
- 10 Foreign Investment Advisory Service (FIAS) (2005)  
**Survey of Chinese.**  
MNCs (Washington, D.C. : International Finance Corporation).
- 11 Fung K.C., Iizaka H. et S.Y. Tong (2004)  
**FDI in China : Policy, recent Trend and Impact.**  
Global Economic Review, 32, 2, 99-130.
- 12 Fung K. C., A. Garcia-Herrero, H. Iizaka et A. Siu (2005)  
**Hard or soft ? Institutional reforms and infrastructure spending as determinants of Foreign Direct Investment in China.**  
Paper 05'06, Santa Cruz Center for International Economics.
- 13 Gaulier G., F. Lemoine et D. Ünal-Kesenci (2005)  
**China's integration in East Asia : Production sharing, FDI and High-Tech Trade.**  
CEPII working paper 2005 09.
- 14 Gong H. (1995)  
**Spatial Patterns of Foreign Investment in China's Cities, 1980-1989.**  
Urban Geography, 16, 198-209.

- 15 Grub Ph.G., Lin J.H. et Xia M. (1990)  
**Foreign investment in China : A study and analysis of the factors influencing the attitudes and motivations of U.S. firms, in Neghandi, A.R. and Schran, P. (eds), China and India : Foreign Investment and Economic Relations.**  
 Research in International Business and International Relations, Vol. 4. pp. 83-99, JAJ Press Inc.
- 16 Hale Galina et Cheryl Long (2007)  
**What Determines Technological Spillovers of Foreign Direct Investment : Evidence from China.**  
 Working paper. Federal Reserve Bank of San Francisco.
- 17 Havrylchyk Olena et Sandra Poncet (2007)  
**Foreign Direct Investment in China : Reward or Remedy ?**  
 CEPII working paper.
- 18 Huang Y. (2003)  
**Selling China : Foreign Direct Investment During the Reform Era.**  
 New York : Cambridge University Press.
- 19 Hu A. et G. Jefferson (2002)  
**FDI Impact and Spillover : Evidence from China's Electronic and Textile Industries.**  
 The World Economy, 25, 8, 1063-76.
- 20 Lemoine F. et D. Ünal-Kesenci  
**Trade and Technology Transfers : a Comparative Study of Turkey, India and China.**  
 CEPII Working Paper, n° 2003-16, November [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)
- 21 Locomonitor (2005)  
**On the cutting Edge : FDI trends in Research & Development.**  
 FDI Quarterly. OCO Consulting.
- 22 Madariaga Nicole et Sandra Poncet (2007)  
**FDI in China : spillovers and impact on growth.**  
 The World Economy. p.837-862.
- 23 Naughton Barry (2007)  
**The Chinese Economy : Transitions and Growth.**  
 The MIT Press. Cambridge, Massachusetts. London, England.
- 24 Naughton Barry (2005)  
**SASAC Rising.**  
 China Leadership Monitor, issue 14, Spring. At [www.chinaleadershipmonitor.org](http://www.chinaleadershipmonitor.org)
- 25 OECD (2000)  
**Main determinants and impacts of Foreign Direct Investment on China's economy.**  
 Working papers on international investment. Number 4, December.
- 26 OECD (2004)  
**An emerging knowledge-based economy in China ? Indicators from OECD databases, OECD Science, Technology and Industry Department.**  
 Working Papers.
- 27 OECD (2005)  
**China.**  
 OECD economic surveys.
- 28 Sun Q., Tong W. et Yu Q. (2002)  
**Determinants of Foreign Direct Investments across China.**  
 Journal of International Money and Finance, 21(1), 79-113.

- 29 Tong J. Y. et A. Y. Hu (2003)  
**Foreign Investment and Technology Transfer : A Simple Model.**  
European Economic Review, 36, 1, 137-55.
- 30 Tseng W. et Harm Zebregs  
**Foreign Direct Investment in China : Some Lessons for Other Countries.**  
in Wanda Tseng and Markus Rodlauer (eds.), China : Competing in the Global Economy (Washington, DC : International Monetary Fund, 2003), pp. 68-88.
- 31 UNCTAD (2003a)  
**World Investment Report 2003 : FDI Policies for Development : National and International Perspectives.**  
New York and Geneva : United Nations.
- 32 UNCTAD (2003b)  
**E-Brief China : an emerging FDI outward investor.**
- 33 UNCTAD (2006)  
**World Investment Report 2006. FDI from Developing and Transition Economies : Implications for Development.**  
New York and Geneva : United Nations.
- 34 UNCTAD (2007)  
**Investment Brief Number 2.**
- 35 Wei Y. et Liu X. (2001)  
**Foreign Direct Investment in China : Determinants and Impact.**  
Edward Elgar publishing.
- 36 Wei Y. et X. Liu (2006)  
**Productivity spillovers from R&D, exports and FDI in China's manufacturing sector.**  
Journal of International Business Studies, 37, 4, 544-557.
- 37 Xiao Geng (2004)  
**People's Republic of China's roundtripping FDI : scale, causes, and implications.**  
ADB Institute Discussion Paper, No. 7 (Manila : Asian Development Bank).
- 38 Zhang K. H. (2001)  
**What Attracts Foreign Multinational Corporations to China ?**  
Contemporary Economic Policy, 19(3), 336-346.

